

Réf. à rappeler : PG/JPG

N° Affaire : 06140695

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE
POITIERS

Bureau sécurité Jean Bernard

2, rue de la Milèterie

BP 577

86021 POITIERS CEDEX

A l'attention de Monsieur SARANINOF

CONFIDENTIEL

RAPPORT AMIANTE

**CONSTAT DE PRESENCE OU D'ABSENCE DE MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE
SUIVANT L'ARTICLE R 1334-24 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE
EN VUE D'UNE VENTE OU DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

Immeuble concerné

COGENERATION

Nom Propriétaire : CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE POITIERS
Adresse : 2, rue de la Milèterie BP577 86021 POITIERS CEDEX
Accompagnateur :
Laboratoire APAVE : CETE APAVE NORD-OUEST – Laboratoire de ROUEN
Nombre de pages : 13 pages
Date du rapport : 16 mai 2006
Diffusion : 1 exemplaire à l'attention de Monsieur SARANINOF

N° de SIRET : 4197142500215

N° de Police d'assurance Amiante : Police AXA n° 2413036304

CODE NAF : 743B

Opérateur APAVE ou CETE APAVE : Monsieur GUIHARD Jean philippe
titulaire de l'attestation de compétence N° 05322147 10 04201424
délivrée par l'APAVE ou CETE APAVE en tant que membre du GIE CETEN APAVE INTERNATIONAL
Certificat N° DI-1770 selon le référentiel AFAQ ASCERT INTERNATIONAL AAI/A/10251

SIGNATURE :

Le présent document concerne des matériaux ou produits visibles et accessibles conformément au code de la santé publique. Il n'exclut pas la présence d'amiante dans d'autres parties d'ouvrage. En cas de travaux ou de démolition un repérage complémentaire doit être réalisé dans le cadre de la réglementation relative à la protection des travailleurs.



SOMMAIRE

1. CONCLUSIONS

2. OBJET DE LA MISSION

3. CONDITIONS DE RÉALISATION

4. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE

ANNEXE 1 Fiches d'examen Visuel

ANNEXE 2 Schémas de repérage

ANNEXE 3 Bulletins d'analyse des matériaux

ANNEXE 4 Evaluations de l'état de conservation

1. CONCLUSIONS

- Notre rapport prend en compte les documents techniques fournis en l'état.
 - Les synthèses des rapports précédents qui nous ont été fournies sont les suivantes :
 - Bulletins d'analyse des échantillons : Néant
 - Résultat de contrôle d'atmosphère : Néant

- Nous n'avons recensé ni calorifugeages, ni faux plafonds douteux dans vos locaux.

Nous avons recensé des flocages douteux dans vos locaux et le résultat de chaque échantillon prélevé ne fait pas apparaître de présence d'amiante.

- La désignation et la localisation des matériaux et produits contenant de l'amiante est jointe en annexe 1.
- Le schéma de repérage des prélèvements et des matériaux contenant de l'amiante est joint en annexe 2.
- Les résultats d'analyse des échantillons prélevés sont joints en annexe 3.
- Les évaluations de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds sont jointes en annexe 4.

1.1 Préconisations :

Le présent document ; constitue un élément important du dossier technique amiante qui doit être constitué selon la réglementation applicable à votre établissement.

L'opération de repérage devra être étendue aux locaux fermés ou non visités.

Concernant les matériaux dégradés ou non contenant de l'amiante, il conviendra d'éviter toute action pouvant libérer des fibres dans l'air (ponçage, frottement, perçage, découpage,...)

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du décret 96/98 modifié du 07/02/96 modifié par le décret n° 2001-840 du 13/09/01.

Suite à des prélèvements d'air ou en attendant les travaux exigés par la réglementation, les locaux dont l'empoussièrement est supérieur à 5 fibres/litre, ne devront pas être occupés.

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de traitement ou de suppression de l'amiante conformément à la norme NF X 46-020 et à une entreprise spécialisée pour réaliser ces travaux conformément aux recommandations de la CRAM et aux guides de l'INRS.

Hors programme de repérage objet de la présente prestation, nous vous signalons également la présence de produits ou matériaux susceptibles de contenir de l'amiante dans les ouvrages suivants :

2. OBJET DE LA MISSION

2.1 Définition et limite de la mission :

Notre intervention définie par votre commande : **06140695**

en date du 30 mars 2006.....

a pour but la recherche des produits ou matériaux susceptibles de contenir de l'amiante dans les locaux mentionnés en annexe.

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant de l'Apave a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.

Notre inventaire porte spécifiquement sur les matériaux et produits définis dans le PROGRAMME DE REPERAGE DE L'AMIANTE selon l'annexe 13-9 de l'article R 1334-24 du Code de la Santé Publique.

3. CONDITIONS DE REALISATION

3.1 Déroulement de la visite :

Date d'intervention : 16 mai 2006

Bâtiment(s) concerné(s) : **COGENERATION**

- Les rapports précédents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

NOM DU RAPPORT	ORGANISME EMETTEUR	DATE

- Lors de la visite, il nous a été remis les plans suivants :

Plan des locaux

- Lors de la visite, il nous a été remis les bulletins de caractérisation des matériaux et produits suivants :

Néant

- Le plan d'intervention et les consignes de sécurité ont été examinés.

3.2 LOCAUX EXAMINÉS :

- Les bâtiments et locaux examinés sont récapitulés en annexe 1 – FICHE D'EXAMEN VISUEL - CONSTAT.

Les locaux qui ne nous ont pas été présentés ou dont l'accès a rendu notre visite impossible, n'ont pu être examinés.

LISTE DES LOCAUX NON VISITES : Sans objet

4. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

- Le résultat de l'analyse des échantillons prélevés ou reconnaissance visuelle, fait apparaître la présence d'amiante uniquement dans les locaux ou zones homogènes rappelés dans le tableau ci-dessous :

Local ou zone homogène avec présence d'amiante	Matériau ou produit	N° d'échantillon	Notation 1-2-3-B-D (*)
Local groupes + local cuve à fuel	Absence d'amiante dans le flocage	E1	B

- (*)
- 1 - Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et produits (tous les 3 ans)
 - 2 - Surveillance du niveau d'empoussièrement avec prélèvements d'air
 - 3 - Travaux dans un délai de 36 mois
 - B - Bon état de conservation
 - D - État dégradé

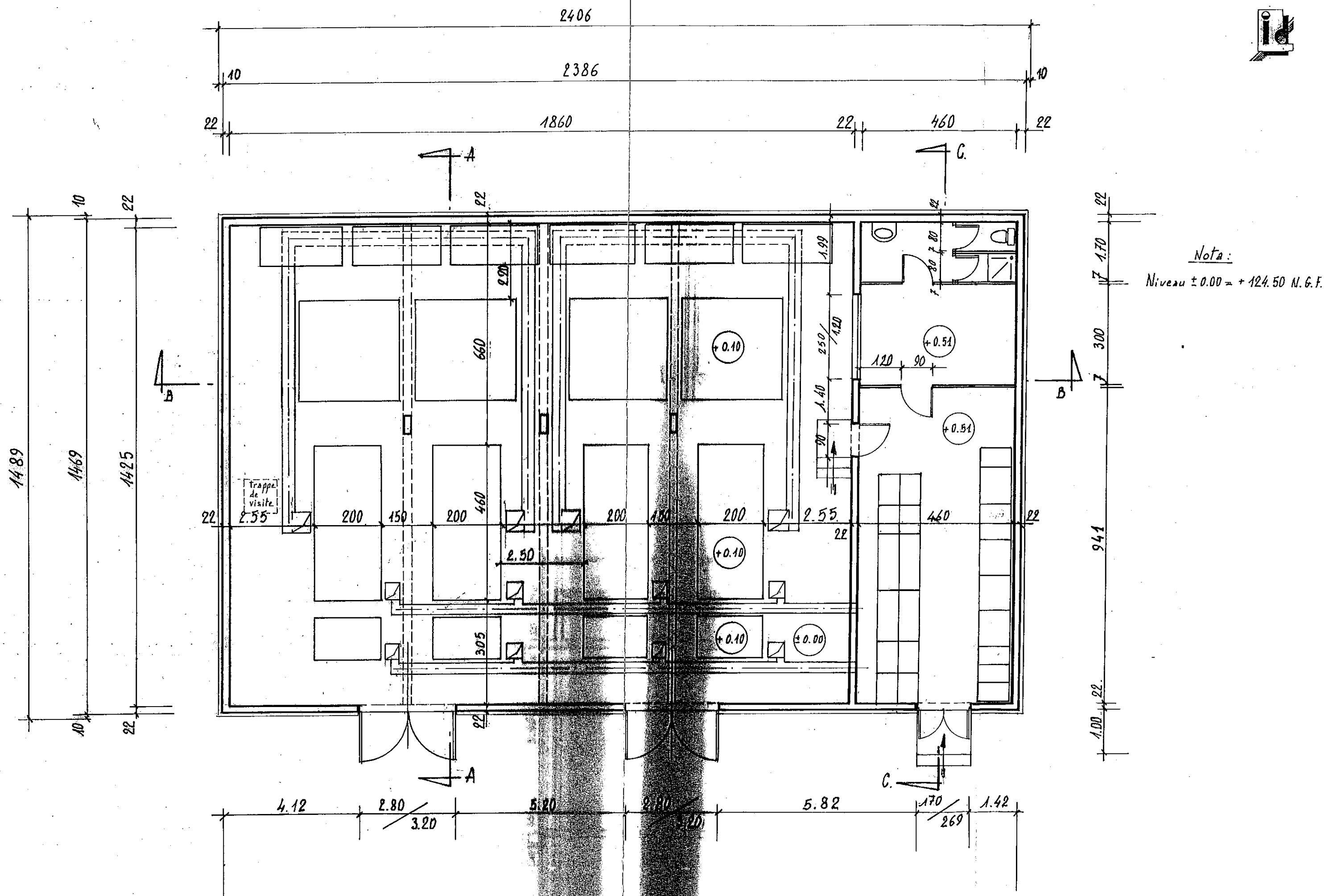
ANNEXE 1
1 FICHE D'EXAMEN VISUEL

[illegible]

Légende : * Les fibro-ciments produits avant le 01/01/97 sont réputés contenir des fibres d'amiante.

☐ Les flocages, calorifugeages et faux-plafonds ont été diagnostiqués dans le cadre d'une autre mission (voir rapport correspondant).

ANNEXE 2
1 SCHÉMA DE REPÉRAGE



ANNEXE 3
1 BULLETIN D'ANALYSE DES MATÉRIAUX

CONFIDENTIEL

RAPPORT D'ESSAI N° 06/2300/103100

IDENTIFICATION DE L'AMIANTE DANS LES MATERIAUX ET PRODUITS

ETABLISSEMENT

N° de prestation : 06163197g-001
Raison Sociale du demandeur : Apave Nord-Ouest, Agence de Rennes
Etablissement concerné : CHU POITIERS
:
Adresse du prélèvement : Cogénération

ECHANTILLON

Organisme préleveur, adresse : Apave Nord Ouest
Repère du prélèvement : E1
Date du prélèvement : 01/06/2006
Localisation du prélèvement : Local groupes et local cuve à fuel
Description du matériau en place : Flocage

ESSAI

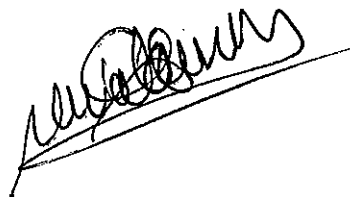
Numéro d'échantillon : 06/2300/103100
Nature du matériau : Flocage
Examen initial en laboratoire : Fibres et poussières, avec fibres visibles.
Nombre de préparations : 2
Référence de l'essai : Examen au MOLP selon norme MDHS N° 77 et notre Instruction Technique
Principe : Caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres

CONCLUSION

CONCLUSION DE L'ESSAI : Absence d'amiante

MONT-SAINT-AIGNAN, le lundi 12 juin 2006

Christine SMIALKOWSKI



Ce rapport contient 1 page et 0 annexe(s).

Le présent rapport ne concerne que les produits soumis à essais.

La reproduction de ce rapport d'essais n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

Sauf demande particulière du donneur d'ordre, les échantillons sont conservés par le laboratoire pendant 5 ans à compter de la date d'édition du rapport, puis éliminés.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence technique du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

ANNEXE 4
EVALUATION DES ETATS DE CONSERVATIONS

SANS OBJET



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

**CENTRE HOSPITALIER
UNIVERSITAIRE DE
POITIERS
COGENERATION
2, RUE DE LA MILETERIE
86021 POITIERS CEDEX**

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	
COGENERATION	Page : 2/10

CHAPITRE 1 : AVERTISSEMENT

- Ce Dossier Technique Amiante a été réalisé à partir d'un recueil de données et d'éléments justificatifs d'opérations mises en œuvre vis-à-vis de l'amiante. Toute omission d'éléments ou pièces jugées indispensables à sa constitution rendrait caduque ce dossier, la responsabilité du CETE Apave ne saurait alors être engagée.
- Conformément à l'article R.1334-28 du Code de la Santé Publique, le Dossier Technique Amiante défini à l'article R.1334-26 doit être tenu à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des chefs d'établissement, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, des agents ou services mentionnés au 1^{er} alinéa de l'article L.1312-1 et au 2^{ème} alinéa de l'article L.1422-1, ainsi que des inspecteurs du travail ou des inspecteurs d'hygiène et sécurité et des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
- Les propriétaires doivent communiquer le Dossier Technique Amiante à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication.
- Les propriétaires doivent communiquer la fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante prévue à l'article R1334-26 aux occupants de l'immeuble bâti concerné ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour.

CHAPITRE 2 : DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Dénomination	COGENERATION
Adresse	Centre hospitalier universitaire de Poitiers 2, rue de la Mileterie 86021 POITIERS CEDEX
Référence du bâtiment	Locaux techniques

CHAPITRE 3 : ATTESTATION DE COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

[illegible]

CHAPITRE 4 : HISTORIQUE DES INTERVENTIONS

[illegible]

**CHAPITRE 5 : LOCALISATION DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVEC ENREGISTREMENT DE L'ETAT :**

- ☒ Il n'a pas été détecté de matériaux contenant de l'amiante parmi ceux figurant en annexe de l'article 13.9 du Code de la Santé Publique.

Matériaux	Localisation	Etat	Date d'enregistrement de l'état

Légende des états de conservation :

1. Flochage calorifugeage et faux-plafond :

- *N1 : niveau 1 => Surveillance périodique de l'état de conservation dans un délai maximal de 3 ans ou à l'occasion de toute modifications substantielle de l'ouvrage ou de son usage.*
- *N2 : niveau 2 => Surveillance du niveau d'empoussièrement*
- *N3 : niveau 3 => Travaux de confinement ou de retrait de l'amiante*

2. Autres matériaux figurant en annexe de l'article 13.9 du Code de la Santé Publique :

- *B : Bon état*
- *D : Etat dégradé*

**CHAPITRE 6 : ENREGISTREMENT DES TRAVAUX
DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT REALISES**

Date	Travaux de retrait ou de confinement réalisés
16 mai 2006	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sans objet à la date de rédaction du DTA</p>

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	
COGENERATION	Page : 7/10

CHAPITRE 7 : MESURES CONSERVATOIRES

Date	Intitulé des mesures conservatoires
16 mai 2006	<p style="text-align: center;"><input checked="" type="checkbox"/> Sans objet à la date de rédaction du DTA</p>

CHAPITRE 8 : CONDITIONS GENERALES DE SECURITE A L'EGARD DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

1. INFORMATIONS GENERALES

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels.

2. INFORMATIONS DES PROFESSIONNELS

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

A - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante ciment),
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux-plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante,
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment,
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussières,
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

- des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation,
- le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation,
- de plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés. Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n°11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

CHAPITRE 9 : REGLEMENTATION APPLICABLE

- Arrêté du 29 juin 1977 relatif à l'interdiction du flocage de revêtement à base d'amiante dans les locaux d'habitation.
- Décret N°78-394 du 20 mars 1978 relatif à l'emploi des fibres d'amiante pour le flocage des bâtiments.
- Décret N°92-634 du 6 juillet 1992 relatif aux mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante.
- Décret 96-97 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Circulaire DGS/VS3/DRT/CT4/TE1/DPPR/BGTD N°290 du 26 avril 1996 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Décret 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- Arrêté du 7 février 1996 modifié relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- Décret N°97-855 du 12 septembre 1997 modifiant le décret N°96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 28 novembre 1997 relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les flocages, les calorifugeages et les faux-plafonds.
- Arrêté du 15 janvier 1998 modifiant l'arrêté du 7 février 1996 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante.
- Arrêté du 15 janvier 1998 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des faux-plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- Circulaires DGS/VS3/DGUHC/QC1/DPPR/BGTD N°98/589 du 25 septembre 1998. Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Décret 2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret 96-97 et le décret 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Décret 2002-839 du 3 mai 2002 modifiant le décret 96-97 et le décret 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Circulaire DGS/VS3 N°94-70 du 15 septembre 1994 relative aux procédures et règles de travail à mettre en oeuvre pour procéder au déflocage, au retrait et à l'élimination de l'amiante ou de matériaux friables contenant de l'amiante dans les bâtiments, sur les structures ou des installations.
- Arrêté du 6 mars 2003 relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification de l'amiante dans les matériaux et produits.
- Décret de codification n°2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I II et III du code de la santé publique.
- Arrêté du 4 avril 1996 modifiant l'arrêté du 8 octobre 1990 fixant la liste des travaux pour lesquels il ne peut être fait appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire.
- Arrêté du 14 mai 1996 relatif aux modalités du contrôle de l'empoussièrement dans les établissements dont les travailleurs sont exposés à l'inhalation des poussières d'amiante.
- Arrêté du 14 mai 1996 modifié relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante.
- Décret N°96-445 du 22 mai 1996 modifiant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la sécurité sociale.
- Décret N°96-446 du 22 mai 1996 relatif aux maladies professionnelles et modifiant le code de la sécurité sociale.
- Loi N°96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaires, social et statutaire.
- Arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret N°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail.
- Arrêté du 13 décembre 1996 portant application des articles 13 et 32 du décret N°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante déterminant les recommandations et fixant les instructions techniques que doivent respecter les médecins du travail assurant la surveillance médicale des salariés concernés.
- Décret N°96-1132 du 24 décembre 1996 modifiant le décret N°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- Décret N°97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret N°96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiantes.
- Arrêté du 26 décembre 1997 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante.
- Arrêté du 26 décembre 1997 portant homologation de référentiels servant de base à la délivrance du certificat de qualification des entreprises chargées du retrait et du confinement de l'amiante friable.
- Circulaire DRT 98/10 du 05 novembre 1998. Modalités d'application des dispositions relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.
- Circulaire N°96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et calorifugeages contenant de l'amiante dans les bâtiments.

CHAPITRE 10 : LISTE DES DOCUMENTS AYANT SERVIS A LA REDACTION DU DOSSIER TECHNIQUE

☐ Rapport de repérage flocage – calorifugeage

--	--

☐ Rapport de repérage faux – plafond

--	--

☐ Rapport de repérage flocage – calorifugeage et faux-plafond

--	--

☒ Rapport de repérage des matériaux de l'annexe de l'article 13.9 du Code de la Santé Publique

APAVE	16 mai 2006
-------	-------------

☐ Rapport avant-travaux

--	--

☐ Autres rapports : « Titre »

--	--



FICHE RECAPITULATIVE DU DTA

**CENTRE HOSPITALIER
UNIVERSITAIRE DE
POITIERS
COGENERATION
2, RUE DE LA MILETERIE
86021 POITIERS CEDEX**

FICHE RECAPITULATIVE DU DTA	
COGENERATION	Page : 2/5

1. Désignation de l'immeuble

DENOMINATION	COGENERATION
ADRESSE	Centre hospitalier universitaire de Poitiers 2, rue de la Mileterie 86021 POITIERS CEDEX
Référence :	06140695

2. Informations générales

Date de la rédaction :	16 mai 2006
Mises à jour :	
Lieu de consultation : Personne à contacter :	
Modalités de consultation :	

3. Liste des locaux ayant donné lieu au repérage et à l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds (Article R1334-15 et R1334-16 du Code de la Santé Publique)

Liste des locaux : L'ensemble des locaux

4. Liste des locaux ayant donné lieu au repérage des matériaux et produits figurant en Annexe 13-9 du Code la Santé Publique

Liste des locaux : L'ensemble des locaux

FICHE RECAPITULATIVE DU DTA	
COGENERATION	Page : 3/5

5. Liste des matériaux et produits contenant de l'amiante et état de conservation

☒ Il n'a pas été détecté de matériaux contenant de l'amiante.

Matériaux	Localisation *	Etat	Préconisations Ou obligations

Légende des états de conservation :

1. *Flocage calorifugeage et faux-plafond :*

- N1 : niveau 1 => Surveillance périodique de l'état de conservation dans un délai maximal de 3 ans ou à l'occasion de toute modifications substantielle de l'ouvrage ou de son usage.
- N2 : niveau 2 => Surveillance du niveau d'empoussièrement
- N3 : niveau 3 => Travaux de confinement ou de retrait de l'amiante

2. *Autres matériaux figurant en annexe de l'article 13.9 du Code de la Santé Publique:*

- B : Bon état
- D : Etat dégradé

Préconisations ou obligation: Voir renvois au § 6

(*) Localisation : Voir éventuellement le plan de localisation

FICHE RECAPITULATIVE DU DTA	
COGENERATION	Page : 4/5

6. Mesures préconisées par l'opérateur ou obligations

☒ Sans objet

1	Eviter toute action mécanique sur les matériaux sans protections adaptées conformément aux exigences du Décret 96-98
2	Si vous envisagez des travaux de retrait ou de confinement des matériaux. Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante conformément à la norme NF X 46-020 et à une entreprise spécialisée pour réaliser ces travaux conformément aux recommandations de la CRAM et aux guides de l'INRS.

7. Travaux de retrait ou de confinement déjà réalisés

☒ Sans objet à la date de rédaction du DTA.

DATE	INTITULE DES TRAVAUX

1. Consignes générales de sécurité

1. INFORMATIONS GENERALES

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels.

2. INFORMATIONS DES PROFESSIONNELS

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers.

Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

A - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante ciment),
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux-plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante,
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment,
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussières,
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

- des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation,
- le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation,
- de plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés. Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n°11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.